

Brochure n° 3015

Convention collective nationale

IDCC : 1561. – **CORDONNERIE**

AVENANT « SALAIRES » N° 25 DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2009

NOR : *ASET0951113M*

IDCC : *1561*

Entre :

La fédération française de la cordonnerie et du multiservice (FFCM) ;

Le syndicat des réparateurs industriels de la chaussure (SRIC),

D'une part, et

La fédération CMTE CFTC ;

La fédération nationale agroalimentaire cuirs et peaux CFE-CGC ;

La fédération des services CFDT ;

La fédération des cuirs, textile, habillement CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les salaires minima bruts mensuels sont fixés pour une durée mensuelle de travail de 151,666 heures pour 35 heures hebdomadaires effectivement travaillées.

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE BRUT mensuel
Ouvriers. – Employés				
I	1	140	8,82	1 337,69
	2	145	8,86	1 343,76
II	1	150	8,90	1 349,83
	2	155	8,95	1 357,41
III	1	165	9,50	1 440,83
Employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise				
IV	1	180	10,37	1 572,78
	2	200	11,52	1 747,19
V	1	220	12,68	1 923,12
VI	1	240	13,83	2 097,54
Cadres				
VII	1	270	15,56	2 359,92
VIII	1	300	17,29	2 622,31
	2	320	18,44	2 796,72

Les salaires minima bruts mensuels prennent en compte l'ensemble des éléments légaux, conventionnels et usuels des salaires bruts, quelles qu'en soient la nature et la périodicité.

Ces salaires sont des bases nationales et les salaires réels peuvent se déterminer au niveau de chaque entreprise.

La commission nationale se réunira une fois par an pour examiner et appliquer le salaire de base national professionnel.

Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur le lendemain de la date de parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Article 3

Les parties signataires conviennent qu'il sera procédé à un état des lieux de la situation dans la branche cordonnerie et multiservice en matière de salaires en vue d'aboutir à des dispositions permettant de parvenir à une véritable égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans la profession, égalité qui suppose la suppression des écarts de salaire liés à une discrimination. A cet effet, les partenaires sociaux se sont rencontrés pour une première réunion le 1^{er} septembre 2009.

Article 4

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités de dépôt, conformément aux dispositions des articles R. 2231-2 et suivants du code du travail.

Article 5

Les parties signataires demandent au ministre de l'emploi d'étendre le présent accord.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 2009.

(Suivent les signatures.)